Docusign Envelope ID: B52E7A70-5281-4B23-858A-FD65E3E81739

ABDC BêTA

Société à responsabilité limitée
Au capital de 150 euros
20 rue du Port des Fosses 77130 MONTEREAU FAULT YONNE
En cours d'immatriculation

_____

STATUTS

Constitutifs

_____

Les soussignés

GESTION AUDIT MANAGEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 22 000 euros
Sise au 3 bis avenue du centre 91940 GOMETZ LE CHATEL
Inscrite au RCS d'EVRY sous le numéro 818 788 242
Inscrite au tableau de l'ordre des Experts-comptables en qualité de société d'expertise comptable sous le numéro 140002506801.
Représentée aux présentes par son président Monsieur Julien GOUDENEGE

Et

Cécile GUIHAIRE
Née le 24 septembre 1983
Demeurant au 9 rue des hêtres 92350 LE PLESSIS ROBINSON
Mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts
De nationalité française
Inscrite au tableau de l'ordre des Experts-comptables en qualité d'expert-comptable sous le numéro 140000577601.

Ont rédigé ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée devant exister entre eux.

Article 1 – Forme

Il existe entre le propriétaire des parts sociales créées ci-après et toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le livre II du Code de commerce et l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination est : ABDC BêTA

Docusign Envelope ID: B52E7A70-5281-4B23-858A-FD65E3E81739

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société à responsabilité limitée » ou des lettres « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet le conseil pour les entreprises et notamment pour les sociétés d'expertise comptable et/ou de commissariat aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé au 20 rue du Port des Fosses 77130 MONTEREAU FAULT YONNE

Il pourra être transféré sur le territoire français par simple décision du gérant, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par décision des associés.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

A la constitution de la société, les associés soussignés ont apporté et versé à la société une somme totale de cent cinquante (150) euros correspondant à cent cinquante (150) parts sociales d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune.

La somme totale versée, soit cent cinquante (150) euros, a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par la banque de la société.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cent cinquante (150) euros. Il est divisé en cent cinquante (150) parts sociales d'un (1) euro chacune, intégralement libérées, attribuées en totalité aux associés soussignés comme suit :

- GESTION AUDIT MANAGEMENT : 100 parts sociales
- Cécile GUIHAIRE : 50 parts sociales

Docusign Envelope ID: B52E7A70-5281-4B23-858A-FD65E3E81739

Article 8 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur, par décision de l'associé unique.
Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant la profession d'expert-comptable.

Article 9 – Libération des parts sociales

En cas d'augmentation de capital, les parts sociales d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les parts sociales souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.
La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du gérant, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Article 10 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des parts sociales

Les parts sociales sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.
Les parts sociales ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.
Le droit de vote appartient au nu-propriétaire des parts sociales, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.
En cas de location de parts sociales, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions. Pour l'exercice des autres droits attachés à la part sociale, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 11 - Transmission des parts sociales

Les cessions ou transmissions des parts sociales de l'associé unique sont libres.

Article 12 – Gérant

Le gérant est nommé pour une durée indéterminée. Ses fonctions cessent par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le gérant assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Docusign Envelope ID: B52E7A70-5281-4B23-858A-FD65E3E81739

Le gérant peut accomplir tous les actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les statuts.

Le rapport de gestion, les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés sont arrêtés par le gérant.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du gérant sont inopposables aux tiers.

Le gérant ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le gérant peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le gérant a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe. Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision des associés. En outre, le gérant a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le gérant est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales ou réglementaires régissant les sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises par lui dans sa gestion.

Article 13 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au gérant de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.
La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 14 – Conventions soumises à approbation

Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et un associé ou le gérant doit être répertoriée sur le registre des décisions sociales.

Article 15 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 15 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Docusign Envelope ID: B52E7A70-5281-4B23-858A-FD65E3E81739

Article 16 – Décisions des associés

Lorsque la société est unipersonnelle, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.
Lorsque la société comprend plusieurs associés, chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, son conjoint ou toute autre personne de son choix. Il ne peut toutefois se faire représenter par un autre associé si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint si la société ne comprend que les deux époux.
Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées, étant précisé que celles-ci sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 17- Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et termine le 31 décembre. Par exception le premier exercice se terminera le 31 décembre 2024.

Article 18 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.
A la clôture de chaque exercice, le gérant dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le gérant établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 19 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Docusign Envelope ID: B52E7A70-5281-4B23-858A-FD65E3E81739

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.
Les associés peuvent décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en parts sociales émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 20 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le gérant est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.
Dans les deux cas, la décision de l'associé unique est publiée dans les conditions légales.

Article 21 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.
La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.
Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le gérant doit solliciter une décision de l'associé unique à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.
A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, l'associé unique règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont il détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.
En fin de liquidation, l'associé unique statue sur les comptes définitifs, sur le quitus de la gestion du (ou des) liquidateurs et la (ou les) décharge(s) de son (ou de leur) mandat et constate la clôture de la liquidation.

Article 22 – Nomination des premiers gérants

Monsieur Julien GOUDENEGE et Madame Cécile GUIHAIRE sont nommés cogérants de la société pour une durée indéterminée.

Ils acceptent lesdites fonctions et déclarent qu'ils satisfont à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat social.

Docusign Envelope ID: B52E7A70-5281-4B23-858A-FD65E3E81739

Article 23 – Jouissance de la personnalité morale et engagements de la période de formation

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.
L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état est annexé aux statuts.
Ces engagements seront repris par la société du fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Article 24 - Publicité et pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Julien GOUDENEGE, pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 25 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Fait à MONTEREAU FAULT YONNE, le 1er octobre 2024.

GESTION AUDIT MANAGEMENT
Représentée par Julien GOUDENEGE

DocuSigned by:
Julien GOUDENEGE
2E0B976920184E9...

Cécile GUIHAIRE

Signé par :
Cécile GUIHAIRE
B09F592AF78D475...